

Lotissements à but humanitaire et logements sociaux : un levier pour la recherche de solutions en faveur des déplacés forcés au Niger

Historique par région

Diffa. En 2014, suite à l'arrivée des premiers retournés et réfugiés nigériens, pour renforcer la politique d'alternative aux camps et répondre à la pression démographique sur les chefs-lieux de communes, les autorités et le HCR développent l'approche « lotissement à but humanitaire ». Un projet pilote voit le jour à Maine Soroa et l'intervention est mise à l'échelle en 2017 ([Chetimari](#), [Diffa](#), [Gueskerou](#), [Toumour](#), Kabelawa, [Nguigmi](#)).

Tillabéri. En 2015, autorités et HCR décident de fermer les camps maliens créés en 2012 (Abala, Mangaize, Tabareybarey). Les premiers lotissements sont réalisés à [Abala](#) et à [Ayorou](#) (réfugiés de Tabareybarey). En 2019, suite à la détérioration de la sécurité, le Ministre de l'Intérieur demande l'appui du HCR pour accélérer la fermeture des camps en maintenant l'approche à Abala et Ayorou, et en la reproduisant à [Ouallam](#) pour les réfugiés devant être relocalisés de Mangaize.



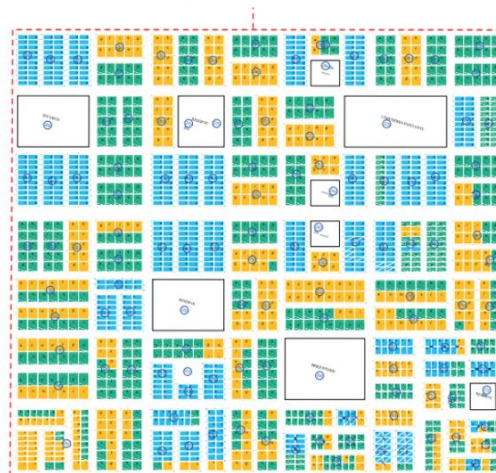
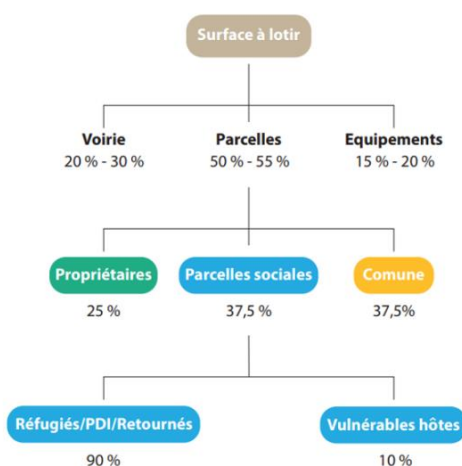
Lotissement à but humanitaire d'[Abala](#) (© UNHCR)

Principes de bases

Soutien à la Gouvernance locale. La décentralisation donne des compétences aux communes en termes d'urbanisme. Les lotissements visent à les soutenir face à un processus d'urbanisation accéléré résultant de trois pressions concomitantes : le déplacement forcé, la croissance démographique et l'exode rural.

Alignement et innovation. Les lotissements sont validés par le Ministère de l'Urbanisme. L'innovation apportée est le concept de « parcelle sociale » qui vise, via la remise par les mairies d'actes de cession foncier, d'encadrer le processus de donation et de possession des parcelles aux ménages ciblés. Chaque parcelle est de 200 m².

Diversité socio-économique. Déplacés et hôtes, nantis et vulnérables, au sein de ces nouveaux espaces de vie la diversité est assurée. Les communes/mairies et propriétaires terriens vendent les parcelles qui leurs reviennent.



Ajustement aux dynamiques des mouvements. Le choix des villes d'intervention a reposé sur une analyse conjointe autorités/HCR en fonction des dynamiques de mouvements, des défis d'absorption des villes et des opportunités d'inclusion. Cette flexibilité s'est aussi traduite par l'inclusion progressive des PDI et des interventions dans des villages de retour de la région de Diffa.

Levier pour la relance économique. Outre la vente des parcelles permettant aux mairies de renforcer leur mobilisation interne de ressources, la composante construction des logements sociaux vise à accompagner la relance économique des terroirs d'accueil.



Gauche : Briqueterie dans la ville de Diffa (© UNHCR). Droite : Construction de logements à Assaga/Gueskerou (© UNHCR).

Principales réalisations (au 31 décembre 2022)

Global Refugee Forum (GRF). Dans le cadre du GRF, le Niger s'est engagé à « d'assurer l'accès légal au foncier pour le logement à 40,000 réfugiés » via les parcelles sociales. Fin 2022, ils sont déjà près de 32,000 réfugiés ont déjà bénéficié de cet engagement dans les régions de Tillabéry et Diffa.

Situation globale

	Communes ciblées	Parcelles sociales réalisées	Logements sociaux construits	Personnes employées	Financement
Diffa	7	4.000	3.610	6.466	UE
Tillabéri	3	3.922	2.093	6.157	GIZ
Total	10	7.922	5.703	12.623	

Nombre de bénéficiaires des logements sociaux réalisés

	Hôtes	Retournés nigériens	Réfugiés	PDI/villes d'accueil	PDI/villages de retour	Total
Diffa	4.056	6.328	6.488	8.344	1.953	27.169
Tillabéri	1.638	-	13.923	819	-	16.380
Total	5.694	6.328	20.411	9.163	1.953	43.549

Partenariat

Soutien clé de l'UE et de la GIZ. L'engagement financier auprès du HCR de l'Union Européenne (2017/ Diffa) et de la GIZ (2019 / Tillabéri) ont été clés pour mettre à l'échelle les interventions de lotissement et de logements sociaux afin de soutenir la politique d'inclusion portée par le Gouvernement du Niger. Dès 2015, l'UE a également appuyé le HCR pour renforcer les infrastructures hydrauliques et sanitaires d'Ayorou et Abala pour préparer la fermeture des camps.

Complémentarité forte avec la Banque Mondiale. Via le projet PARCA, en collaboration avec le HCR, la Banque Mondiale et le Gouvernement ont investi dans les infrastructures de base et les opportunités économiques au niveau des villes ciblées par les lotissements. Le projet LIRE (Education) et HASKE (Electricité et Energie domestique) s'inscrivent également dans la dynamique.

Une intervention catalyseur. D'une part ACTED, Concern, WHH, Impact et CISP pour la région de Diffa, et d'autre part ADRA, Goal, Croix Rouge Espagnole et Worldvision pour Tillabéri sont parmi les organisations venues accompagner la dynamique sur des interventions relatives aux renforcement des services, aux opportunités économiques et a la construction de latrines familiales.

Perspectives

Diffa. Après une intervention pilote réussie ciblant près de 2,000 personnes dans les villages de retour des PDI de la commune de Gueskerou (Garin Dogo, Elhadji Mainari, Ngagam), le HCR souhaite poursuivre la dynamique. L'organisation peut également s'appuyer sur l'expérience de Toumour, ville difficile d'accès au niveau de laquelle, sous la responsabilité des autorités communales, la construction de logements pour 1.500 personnes a été réalisée.



Gauche : En bas à gauche, lotissement/logements [Toumour](#) (Google earth). Droite : logements Garin Dogo (© UNHCR)

Tillabéri. Les autorités et le HCR mise sur la sécurisation de la zone pour permettre aux réfugiés de regagner le lotissement d'Ayorou et reprendre les constructions. Dans cette ville, la collaboration avec le programme du barrage de Kandadji est clé. Pour les trois villes (Ayorou, Abala et Ouallam), la capacité financière du HCR couvre 2.540 logements (2.093 construits au 15 janvier 2023). Les besoins additionnels sont de 1.500 logements. La planification initiale doit également s'ajuster aux nouveaux mouvements de réfugiés maliens dans la région de Tillabery en 2022 (environ 11,000 personnes), mouvements inégalés depuis 2012.



Lotissement à but humanitaire de Ouallam (© UNHCR)